

Pau, le 28 décembre 2022

ARRETE N°AP-2022-0171

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants et R.417-10 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n°AP-2012-0060 en date du 10 avril 2012 instaurant une place de livraison au droit du n°13 rue Duboué ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de déplacer l'emplacement de stationnement des véhicules au droit du n°11 rue Duboué de manière à faciliter les opérations de livraisons de marchandises ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2012-0060 en date du 10 avril 2012 instaurant une place de livraison au droit du n°13 rue Duboué sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

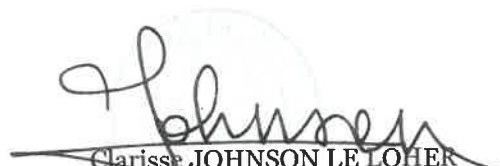
**ARTICLE 2** – Le stationnement des véhicules est considéré comme gênant au droit du n° 11 rue Duboué sur l'emplacement matérialisé, sauf pour les véhicules assurant une livraison de marchandises qui sont autorisés à s'arrêter sur cet emplacement durant le temps strictement nécessaire aux opérations de chargement ou de déchargement.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire